

Questions orales

LE COÛT DES TRAVAUX SUR LA VERSION ALLONGÉE DU CHALLENGER AVANT L'ABANDON DU PROJET

L'hon. Allan B. McKinnon (Victoria): Madame le Président, je croyais que le ministère des Transports avait déjà acheté deux Challengers et qu'on allait les utiliser aux mêmes fins. Ma question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Peut-il nous dire combien d'argent destiné à la recherche et au développement et combien d'autres crédits ont été engloutis dans les travaux sur la version allongée du Challenger avant que le projet ne soit abandonné, provoquant l'annulation de commandes représentant environ 500 millions de dollars?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, je me ferai un plaisir d'obtenir ces renseignements et de les transmettre à mon honorable ami aussitôt que possible.

* * *

LA SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS

LA CONSTRUCTION D'UN MONUMENT EN ALGÉRIE

L'hon. Elmer M. MacKay (Central Nova): Madame le Président, ma question s'adresse au secrétariat d'État aux Affaires extérieures. Combien en coûte-il à notre pays de faire construire, en toute hâte, pour l'anniversaire de la révolution nationale de l'Algérie qui a lieu au mois de juillet, par l'intermédiaire de la Société pour l'expansion des exportations, un monument dans ce pays qui doit coûter plus de 100 millions de dollars? Pourrait-il nous dire quelles sont les modalités de ce projet et combien cette mission quelque peu inhabituelle de la Société pour aider un pays du tiers monde, organisme qui dans mon esprit a surtout une vocation agricole et humanitaire, va coûter à nos concitoyens?

Des voix: Bravo!

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, cela n'a rien d'inhabituel. C'est une opération d'exportation financière ordinaire de la SEE.

Des voix: Oh, oh!

● (1450)

M. MacGuigan: Comme le sait le député, cet organisme a pour objet d'aider les exportateurs canadiens à soutenir la concurrence dans le monde. Il a été convenu à l'origine que la Société pour l'expansion des exportations prêterait 85 p. 100 de la somme en cause, soit, je crois, environ 47 millions de dollars.

Mlle MacDonald: Le montant a grimpé.

Une voix: A 6 p. 100?

M. MacGuigan: On examine actuellement les augmentations prévues. Je tiens à signaler que ces facilités de crédit sont destinées à créer des emplois dans notre pays.

Des voix: Oh, oh!

L'UTILISATION DES RESSOURCES MISES À LA DISPOSITION DE LA SOCIÉTÉ

L'hon. Elmer M. MacKay (Central Nova): Madame le Président, on dirait que l'Algérie souffre d'un complexe d'édifice.

Des voix: Oh, oh!

M. MacKay: Je suis des plus sérieux, madame le Président. Je me demande si la Société pour l'expansion des exportations fait preuve de sagesse en utilisant ainsi les ressources qui sont mises à sa disposition pour aider les pays du tiers monde. L'aide accordée n'est pas destinée à des fins agricoles ou à des fins médicales, mais simplement pour glorifier une révolution.

Une voix: Ce n'est pas l'ACDI.

M. MacKay: Cela a-t-il quelque chose à voir avec le fait que le premier ministre a dû se rendre dans ce pays à deux reprises après avoir raté le bateau en Autriche?

Des voix: Oh, oh!

M. Trudeau: Le bateau en Autriche? C'est la meilleure! Il n'y a pas de mer en Autriche.

L'hon. Mark MacGuigan (ministre d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, les complexes que manifeste le député sont bien pires que tous les autres que je connaisse. Je le répète, ce n'est pas de l'aide; c'est une façon ordinaire de financer les exportations.

Une voix: A quel taux d'intérêt?

M. MacGuigan: D'après le rapport Hatch, dans lequel figure notamment le témoignage de 17 représentants du secteur privé:

Si le gouvernement juge nécessaire d'accorder des subventions par biais de la Société pour l'expansion des exportations pour favoriser et maintenir la compétitivité de ses services financiers sur le plan international, alors il a tout lieu d'accorder ces subventions.

Des voix: Oh, oh!

M. MacGuigan: Si je ne m'abuse, madame le Président, les députés de l'opposition, à l'instar des députés de ce côté-ci de la Chambre, ont approuvé le rapport Hatch.

* * *

LES FINANCES

L'IMPOSITION DES INDEMNITÉS DONT BÉNÉFICIENT LES GENS DU NORD

M. Lyle S. Kristiansen (Kootenay-Ouest): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Un cauchemar plus long que la fameuse nuit polaire s'abattra sur les collectivités vivant de l'extraction des richesses dans les régions septentrionales du Canada et sur l'industrie minière, aussi sûrement que la nuit suit le jour, si le ministre ne se décide pas bientôt à prolonger le moratoire fiscal imposé aux indemnités dont bénéficient les gens du Nord. Ces derniers mois, au moins un haut fonctionnaire du ministère des Finances et un adjoint politique supérieur du ministre lui-même ont dit aux syndicalistes des Métallurgistes unis de tenter de reprendre l'argent que les mineurs perdent en impôt en exigeant des augmentations salariales à la table des négociations. Pour paraphraser ce qu'ils ont dit: «Les sociétés minières obtiennent de l'aide . . .».